

Bien-vivre et territoire

Quel sur-mesure ?

CÉCILE EZVAN | ÉLÉONORE LAVOINE | FIONA OTTAVIANI

Dans un contexte de crises multidimensionnelles (crises économiques de 2008, choc du covid-19, avec six limites environnementales planétaires dépassées et des inégalités sociales persistantes), de plus en plus de collectivités et d'acteurs locaux (associations, entreprises, habitants) s'interrogent sur la manière dont la politique et les actions menées sur le territoire contribuent au bien-vivre des habitants. Le territoire est alors conçu comme une « brique de base¹ » pour coordonner l'action collective face à ces bouleversements sans précédents, mais aussi comme un espace pertinent pour mieux appréhender les besoins des populations et les stratégies de réponses associées. Face à la polysémie du terme de bien-vivre – souvent employé comme un substitut aux termes de bien-être en relation aux travaux menés en Amérique latine² – la tentation est grande de vouloir établir un cadre homogène et partagé à tous les territoires. Pourtant, une telle homogénéisation, si elle permet la comparaison, risque d'accentuer la tendance tant critiquée du benchmarking territorial, des logiques de palmarès et de concurrence, et d'une gestion publique par les instruments. C'est pourquoi cet article soutient que les démarches du bien-vivre doivent être ajustées aux enjeux des territoires afin d'être utiles aux acteurs de ces territoires sur le long cours. Pour

ce faire, il est essentiel d'adopter une définition pluraliste et multidimensionnelle du bien-être, adaptée aux différents usages possibles de ces indicateurs.

De nombreuses démarches consacrées aux indicateurs de bien-vivre

De nombreuses initiatives pour construire des indicateurs de bien-vivre ont vu le jour à l'initiative de professionnels de politique publique, d'élus, de chercheurs ou de militants associatifs à l'étranger (États-Unis, Canada, Australie, Italie, Belgique, Japon...) et en France (Bretagne, Pays-de-Loire, Lyon, Grenoble, Île-de-France, Nord-Pas-de-Calais, etc.). Ces initiatives se sont nourries de différents rapports parus entre 2001 et 2010 et du mouvement pour d'autres indicateurs de richesse – porté en France par le collectif Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse – qui pointaient les limites de la quantification traditionnelle de la performance des territoires par des experts au profit d'une approche élargie et participative de la richesse : « Qui sait ce dont les populations ont besoin, où est le bien commun, quelles perspectives d'avenir, quel projet de société élaborer³ ? » D'autres approches ont employé les outils des sciences régionales pour approcher via l'angle du bien-être la question des inégalités territoriales. Si chacune de ces expériences a permis

des avancées théoriques et méthodologiques, rares sont les expériences françaises établies, développées et suivies sur une durée longue (Indicateurs de santé sociale en Nord-Pas-de-Calais, Indicateurs de bien-être soutenable territorialisés à Grenoble [IBEST], Indicateur de capacités relationnelles [RCI] récemment déployé dans les écolieux de la Coopérative Oasis). Les expériences de long cours issues des dynamiques d'acteurs territoriaux relèvent donc plus de l'exception que de la règle.

Une conception multidimensionnelle et pluraliste du bien-être

Les démarches du bien-vivre adoptent pour la plupart une conception multidimensionnelle et pluraliste du bien-être et se distancient d'une approche fondée sur la satisfaction subjective qui fait débat dans la littérature. L'accent est mis sur le pluralisme des valeurs et la dimension relationnelle. Dans le sillage des travaux de l'économiste Amartya Sen, le bien-être est fréquemment appréhendé via les opportunités offertes aux personnes de se réaliser et de vivre la vie qu'elles ont des raisons de valoriser.

Par exemple, IBEST et le RCI, suivant la logique prônée par Nussbaum et Wolf et de-Shalit, sont fondées sur des seuils permettant de mesurer si les personnes ou les groupes sont privés d'accès à une ou plusieurs capacités. Cette approche du bien-être est constructiviste : elle vise à interroger,

1 | P. Calame, *La démocratie en miettes. Pour une révolution de la gouvernance*, Descartes & Cie, 2003.

2 | Nous emploierons ici les deux termes comme synonymes.

3 | F. Jany-Catrice, « La longue marche vers de nouveaux indicateurs sur les territoires », *Savoir/Agir*, 2010, 11(1), p. 97.

au-delà de la manière de mesurer le bien-vivre, ce qu'est l'objet du bien-être. Puisque chaque personne peut considérer différemment ce qu'elle valorise comme important dans sa vie et donc ce qu'est son bien-être, Amartya Sen suggère d'abandonner une approche experte de la détermination du bien-être pour fixer de manière pluraliste et multidimensionnelle « ce qui compte et ce que l'on compte ».

Des indicateurs à la mesure des territoires

Les démarches autour du bien-vivre ont davantage à offrir que la production de nouvelles métriques et doivent être conçues moins comme des « outils de légitimation de l'action urbaine » que comme de « outils [adaptables] de management des politiques¹ ». Sans abandonner la comparaison (dans le temps et selon des seuils), il est possible pour les acteurs du territoire voulant se saisir de telles démarches de les ajuster à leurs besoins, ce qui est un levier pour la mise en œuvre concrète de tels indicateurs. Les retours d'expérience témoignent que ce qui compte, c'est davantage la reprise de la démarche (pluraliste et multidimensionnelle) dans les différents canaux de production de la politique publique et la réflexion sur les besoins des acteurs, que la fixation d'un ensemble d'indicateurs. Toutefois, cela n'enlève pas l'intérêt très fort pour enrichir l'observation, l'évaluation et le pilotage de la production de nouvelles données (notamment via enquête), permettant de révéler ce qui est invisible sur les territoires au regard de la statistique classiques (liens sociaux, rapport au temps, accès à la nature, etc.) et de remettre de la transversalité entre les différents services des politiques publiques.

Par conséquent, si la démarche d'interrogation en termes de bien-vivre

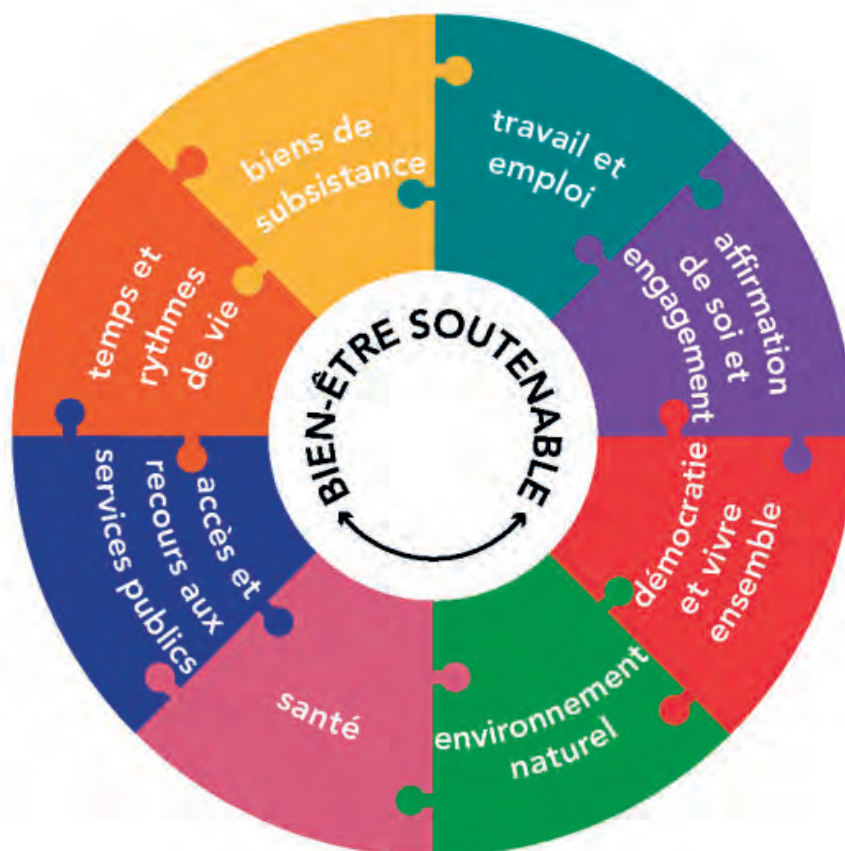
comprend une dimension universelle et vient interroger les besoins et le bien commun, la manière de répondre à ces besoins est toujours spécifique à un territoire ou un lieu donné. Alors que la tendance est à une homogénéisation techniciste des processus d'observation et d'évaluation, prendre en compte le bien-vivre nécessite de remettre de l'hétérogénéité dans l'appréciation des vécus, besoins et ressources territoriaux.

Ainsi, l'outillage théorique et méthodologique produit par ce type de démarche se présente comme autant de « modules » qui peuvent être réutilisés dans des contextes variés. Par exemple, l'indicateur de capacité relationnelle a d'abord été utilisé pour le Nigeria, l'Indonésie, l'Argentine, le

Mexique et le Brésil dans une approche axée sur la responsabilité sociale des entreprises. Mais cette démarche se prête aussi à des adaptations pertinentes à d'autres échelles, telles qu'en témoigne l'usage du RCI pour évaluer la qualité relationnelle au sein des écolieux. IBEST a d'abord été utilisé à des fins d'observation sur le territoire urbain grenoblois et ensuite été réadapté en termes d'évaluation. Il a été réemployé sur des territoires périurbains du Nord-Isère confrontés à des enjeux importants de vulnérabilité sociale.

Les démarches de construction d'indicateurs alternatifs pour être pertinentes et adaptées aux enjeux relèvent donc davantage du « sur-mesure » que du « *one size fits all* ». —

Les huit dimensions du bien-être selon l'IBEST.



1 | F. Bardet, A. Purenne, « Surveiller et classer : deux chantiers pour une recherche urbaine critique », *Métropoles*, 2010, 7.
<https://doi.org/10.4000/metropoles.4302>